

Y a t-il encore un pilote dans l'avion ?

Pendant que les agents courent, qui tient la barre ?

Le 6 août 2026

L'UFAP UNSa Justice AVAIT PRÉVENU LE 30 JUILLET... LES FAITS NOUS DONNENT RAISON

Les événements qui se succèdent au Centre de Détention de Muret illustrent une détention qui se dégrade de jour en jour.

Le 4 août, au C1, vers 17h10, une expédition punitive éclate : plusieurs détenus, dont le détenu B., s'en prennent violemment à un autre détenu dans sa cellule. La victime ressortira avec le visage tuméfié et plusieurs contusions. À peine quelques minutes plus tard, vers 17h15, une nouvelle bagarre oppose deux autres détenus, toujours au C1.

Pendant ce temps, les agents interviennent partout, enchaînent les urgences et tentent de maintenir l'ordre avec des moyens limités.

Le Centre de Détention de Muret ressemble de plus en plus à une Maison d'Arrêt.

LE 5 AOÛT : TOUJOURS LES MÊMES PROFILS

Le 5 août vers 9h50, le même détenu B., profère des insultes et des menaces visant la famille d'un agent. Notre collègue déposera plainte. Le même jour, vers 17h30, encore le détenu B, malgré la présence d'un Major et d'une surveillante, tentera une nouvelle fois d'en découdre avec le détenu D.

Détenu D qui avait pourtant fait l'objet d'une sanction disciplinaire après avoir lancé des cailloux sur un codétenu, le blessant légèrement. Sorti du QD le 3 août par le SMPR.

QUEL MESSAGE ENVOIE-T-ON ?

Ce qui inquiète les personnels, ce n'est pas seulement la gravité des faits, mais leur répétition.

Des détenus connus pour des comportements problématiques multiplient les CRI pour insultes, menaces ou violences, mais les réponses apportées ne semblent pas toujours à la hauteur des enjeux de sécurité. À force de ne pas traiter les situations à la hauteur du risque, un sentiment d'impunité peut s'installer.

OÙ EST L'ANTICIPATION ?

L'UFAP UNSa Justice pose une question simple : Pourquoi attendre l'incident pour agir ?

La gestion du CD de Muret ne peut pas se limiter à gérer les crises une fois qu'elles surviennent.

Une détention se pilote avec de l'anticipation, une stratégie et des moyens adaptés. Aujourd'hui, les agents ont le sentiment d'être dans une gestion permanente de l'urgence.

UN MANQUE D'OFFICIERS QUI PÈSE SUR L'ÉTABLISSEMENT

Le manque d'officiers est devenu une difficulté majeure. Les quelques officiers présents sont sollicités en permanence et ne peuvent assurer seuls l'ensemble des missions de suivi et de gestion des incidents. Les surveillants et les gradés compensent chaque jour, mais jusqu'à quand ?

L'UFAP UNSa Justice exige :

- une véritable anticipation dans la gestion des profils violents :
- le transfert des détenus dont le comportement est incompatible avec le régime du CD.

Les agents ne veulent plus être condamnés à courir derrière les incidents.

Ils veulent une direction qui anticipe, qui décide et qui protège.

Avant qu'un drame ne survienne, il est temps d'agir.

Le Bureau Local UFAP UNSa Justice MURET